

Annick du Roscoât

*Présidente du Haut Comité National de la Francophonie
Présidente du Centre National des Indépendants
Membre du Conseil Economique et Social*

« Rien ne justifie le sacrifice de notre langue »



Vous vous êtes élevée avec vigueur contre la ratification du protocole de Londres. Pourquoi ?

Je me bats avec tous les défenseurs de la langue française. Je préside le *Haut Comité National de la Francophonie*, une instance initiée sous le précédent quinquennat avec le soutien de Jacques Chirac, qui regroupe 50 ambassadeurs et des personnalités de la société civile. Il faut que Nicolas Sarkozy se souvienne de son discours du 27 août 2007 lorsqu'il déclarait à notre diplomatie « *la francophonie est un atout majeur* » !

Le CNI, que vous présidez également et qui est associé à l'UMP, ne défend donc plus les PME ?

La ficelle est un peu « grosse ». Il y a peu, les « Bleus » se sont inclinés devant les Anglais, c'est la loi du sport, mais que la France se « couche devant les Anglais » et leur abandonne la suprématie de notre langue, c'est inadmissible.

Si les frais de traduction que l'on veut théoriquement éviter sont l'alibi, celui-ci ne tient pas. Ils ne sont que peu de choses face aux taxes des États qui atteignent presque la moitié du coût des brevets. Baissons les à concurrence ! Le CNI soutient fermement les PME-PMI sans pour cela sacrifier notre identité française.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie réunie lors de sa XXXII^{ème} session a appelé au rejet

de ce protocole. Jean-Marie Bockel a été d'un silence assourdissant. On peut se poser la question de la légitimité d'un Secrétariat d'État à la Francophonie dans de telles conditions.

Y-a-t-il encore un avenir pour la francophonie ?

Se poser la question est déjà extrêmement grave. Je ne peux qu'approuver Edmonde Charles-Roux lorsqu'elle déclare : « *je regrette énormément que la défense du français ne soit pas au titre des priorités du Gouvernement.* »

En soi d'ailleurs le texte est incompatible avec l'article 2 de la Constitution qui rappelle que « *la langue de la République est le français* ». Parler et écrire le français en France va-t-il devenir une gageure ? Déjà les syndicats s'inquiètent à juste titre des circulaires en anglais dans certaines de nos grandes entreprises. Rappelons également la tragédie d'Epinal, avec des patients irradiés parce que le mode d'emploi des matériels n'avait pas été traduit. Le *Haut Comité National de la Francophonie*, qui a remis il y a peu son Livre Blanc à l'Elysée, sera l'un des acteurs déterminé du combat pour le respect de notre langue.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLARA VALENBERG